

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

MINISTÈRE DES FINANCES

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

QUESTIONS

DESCRIPTION

- 1 Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs
- 2 Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du ministère
- 3 Coût pour le gouvernement des mesures structurantes 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999
 - a) Coût à l'égard des investisseurs
 - Régime d'épargne-actions
 - Actions accréditatives
 - Recherche et développement
 - b) Coût fiscal à l'impôt des entreprises
 - Recherche et développement
 - Formation de la main-d'œuvre
 - Autres
- 4 Ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et développement
 - Pour les grandes entreprises
 - Pour les PME
 - Pour les entités universitaires
- 5 Estimation du nombre d'emplois créés par les mesures énumérées en 1) et 2) et répartition par champs d'activité économique
- 6 Estimation du capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement
- 7 Ventilation de la provision pour créances douteuses en 1998-1999
- 8 Quel est l'impact financier, observé, pour le gouvernement et l'impact fiscal observé sur le fardeau fiscal suite aux modifications du budget Campeau au crédit d'impôt remboursable pour la formation ?
- 9 Quel est l'impact financier, observé, pour le gouvernement de la révision du mécanisme de réduction de la taxe sur les carburants dans les régions prévu dans le budget Campeau ?
- 10 Quel est le résultat observé de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital ?
- 11 Quelle est la liste des maisons de courtage avec qui la Caisse de dépôts et de placements du Québec a établi de nouveaux partenariats en 1997-1998 ?
(RÉPONDUE PAR LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENTS DU QUÉBEC)
- 12 Suite à ces nouvelles associations, combien d'argent la Caisse prévoit-elle investir et quel sera son pourcentage d'actions ?
(RÉPONDUE PAR LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENTS DU QUÉBEC)

QUESTIONS

DESCRIPTION

- 13 État de situation concernant le projet d'usine d'éthanol. Prévisions budgétaires
- 14 Quel est l'impact estimé pour 1997-1998 de la réforme de la fiscalité des particuliers ?
- 15 Quels sont les impacts observés pour 1997-1998 des mesures visant à favoriser l'investissement, la croissance de l'emploi et le développement économique dans le budget Landry 1997-1998
(VOIR DOCUMENT AYANT SERVI À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SUR LES ENGAGEMENTS FINANCIERS)
- 16 À combien estime-t-on les gains pour le gouvernement, en 1997-1998, du report des remboursements de TVQ sur certains biens aux grandes entreprises ?
- 17 Quel est l'impact observé sur les revenus et les dépenses en 1997-1998 de la réforme de la fiscalité des particuliers ?
- 18 Quel est l'impact observé en 1997-1998 sur les revenus et les dépenses des mesures visant à favoriser l'investissement à la croissance de l'emploi et le développement économique ?
(VOIR DOCUMENT AYANT SERVI À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SUR LES ENGAGEMENTS FINANCIERS)
- 19 Quel est le résultat observé des efforts budgétaires à l'égard des dépenses de programmes en 1997-1998 relatif :
- a) à la réduction des coûts de main-d'œuvre
 - b) réforme de la fiscalité ;
 - c) autres mesures.
- 20 Quel est l'actif et le passif des fonds spéciaux créés depuis 1995-1996 ?
- 21 Combien estime-t-on avoir créé d'emplois en 1997-1998 avec le crédit d'impôt de 1200 \$ pour la création d'emploi ?
- 24 Ventilation des cotisations versées au Fonds de solidarité de la F.T.Q. en 1996 par nombre de cotisants par tranches de 1000 dollars et leurs revenus moyens
- 26 Coûts administratifs des mesures des activités de vérification et de perception pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et du commerce illégal des boissons alcooliques. Ventilation des revenus découlant de ces mesures.
- 68 Combien d'entreprises ont bénéficié du congé fiscal de 5 ans pour les nouvelles sociétés ? Quelles sont les sommes engagées ?
- 69 Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont bénéficié de cette mesure ?
- 70 Combien d'entreprises ont bénéficié du congé partiel de taxes sur le capital à l'égard de nouveaux investissements dans certains secteurs ?
- 71 Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont bénéficié de cette mesure ?
- 72 Combien d'entreprises ont appliqué et combien d'entre elles ont été admises au fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE) ?
- 73 Quelles sont les sommes versées via ce Fonds ?
- 74 Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont reçu de l'aide via ce Fonds ?

QUESTIONS**DESCRIPTION**

- 85 Liste des projets de promotion touristique à l'étranger en faveur des casinos québécois ventilés par régions du monde
- 86 Ventilation détaillée de la fréquentation et des dépenses effectuées aux casinos de Montréal, de Charlevoix et de Hull
- 87 Liste des études d'impact portant sur l'implantation de nouveaux casinos et leurs conclusions
- 89 Ventilation des revenus anticipés de la taxation des forfaits touristiques en précisant :
- a) les sommes affectées au Fonds de partenariat touristique ;
 - b) les sommes virées au Fonds consolidé

QUESTION 1 - Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs

- a) 136 personnes étaient admissibles au programme
- b) 38 personnes se sont prévaluées de ce programme
- c) Aucune personne n'a été embauchée suite à ces départs

QUESTION 2 - Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du ministère

	DÉPENSE 1997-1998
- Employés du cabinet ministériel	11 151,86 \$
- Employés du ministère	111 565,57 \$ ⁽¹⁾

(1) Incluant les employés du Fonds du Bureau de la statistique

QUESTION - RÉPONSE

3. Coût pour le gouvernement des mesures structurantes en 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999

Réponse :

- Le coût pour le gouvernement des mesures structurantes est évalué sur la base des années civiles.
- Le coût fiscal des mesures structurantes pour les années 1996 et 1997 se répercute, en grande partie, dans les années financières 1997-1998 et 1998-1999 du gouvernement, respectivement.

	1996	1997
Coûts à l'égard des investisseurs (en millions de dollars)		
— Régime d'épargne-actions	14,9	15,0
— Actions accréditives	16,6	15,3
— Sociétés placement entreprises québécoise	5,7	6,0
— Fonds de travailleurs	55,3	60,3
— Autres	19,7	19,1
—		
Sous-total	112,2	115,7
Coûts à l'égard des entreprises (en millions de dollars)		
— Recherche et développement	324,4	318,6
— Films	59,3	76,2
— Stages en milieu de travail	25,9	37,3
— Autres	51,7	71,9
Sous-total	461,3	504,0
Total	573,5	619,7

QUESTION - RÉPONSE

4. Ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et développement.

Réponse :

— On estimait en 1997, le coût des crédits remboursables à la R.-D. à près de 318,6 millions de \$.

Estimation et répartition du coût des crédits R-D¹

	En M\$	En %
— Grandes entreprises (crédit 20 %)	180,7	56,7%
— PME (crédit 40 %)	137,9	43,3%
	318,6	100 %
— Entités universitaires (crédit 40 %)	19,1	6 %

(1) Estimation du coût pour 1997 et répartition selon les dernières données disponibles, soit 1992

QUESTION 5 - Estimation du nombre d'emplois créés par les mesures énumérées en 1) et 2) et répartition par champ d'activité économique.

- Ces données ne sont pas disponibles
- L'évaluation du nombre d'emplois créés par ces mesures n'existe pas parce que les données concernant la plupart de ces mesures sont compilées par le ministère du Revenu du Québec sur la base de la masse salariale plutôt que sur la base du nombre d'emplois.

QUESTION - RÉPONSE

6. Estimation du capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement

Réponse :

— Au total, environ 80 % du capital de risque au Québec dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement.

Distribution de l'offre de capital de risque au Québec¹ (en 1996)

	En %
Gouvernements	
Fonds de travailleurs	58
CDPQ ¹	11
Gouvernements	11
Sous-total	80
Secteur privé	
Fonds privés indépendants	9
Corporations financières et autres	10
Autres	1
Sous-total	20
Total	100

(1) Macdonald & Associated Limited et MICST

(2) Fonds du Groupe participation de la Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ)

QUESTION - RÉPONSE

7. Ventilation de la provision pour créances douteuses en 1998-1999

VENTILATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES EN 1998-1999 (en millions de dollars)

Revenu (créances fiscales)	275 000,0
Éducation (prêts aux étudiants)	56 100,0
Emploi, Solidarité et Condition Féminine (trop versés d'aide sociale)	34 800,0
Régions et affaires autochtones (fonds d'aide aux entreprises)	8 934,7
Justice (amendes, pénalités, contraventions)	6 500,0
Autres	2 915,5
	<hr/>
	384 250,2

QUESTION - RÉPONSE

8. Quel est l'impact financier, observé, pour le gouvernement et l'impact fiscal observé sur le fardeau fiscal suite aux modifications du budget Campeau au crédit d'impôt remboursable pour la formation?

Réponse :

**Coût pour le gouvernement du crédit d'impôt remboursable pour la formation
(en millions de dollars)**

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
2,0	11,0	20,7	27,8	37,1	46,2	10,6	4,7 ^p	1,2 ^p

P : prévision

- Le coût pour le gouvernement du crédit d'impôt remboursable pour la formation était en 1995 de 46,2 millions de dollars.
- Le crédit d'impôt pour la formation a été graduellement remplacé, à partir de 1996, par l'obligation pour les employeurs de consacrer l'équivalent de 1 % de leur masse salariale à la formation professionnelle et à l'adaptation des travailleurs à leur emploi (loi 90).

QUESTION 9

Quel est l'impact financier, observé, pour le gouvernement de la révision du mécanisme de réduction de la taxe sur les carburants dans les régions prévu dans le Budget Campeau ?

Éléments de réponse :

- Impact financier à peu près nul pour les automobilistes.
- Cette mesure consistait à accorder une réduction des droits d'immatriculation aux automobilistes en contrepartie d'une baisse de 2 ¢ des rabais en régions.
- En 1997-1998, la réduction des droits d'immatriculation dans les régions périphériques (52 \$) et spécifiques (26 \$) a coûté 21 M\$ au gouvernement du Québec.
- La diminution des rabais en région sur les carburants a rapporté en 1997-1998 25 M\$. à partir de 1999-2000.

QUESTION - RÉPONSE

10. Quel est le résultat observé de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital?

Réponse :

- Les données réelles ne sont pas encore disponibles.
- L'impact sur le fardeau fiscal est une estimation découlant du Discours sur le budget 1996-1997.

Impact sur le fardeau fiscal découlant de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital
(en millions de dollars)

	1996	1997
— Caisse d'épargne et de crédit	15	20
— Fonds des travailleurs	3	5

QUESTION 13

État de situation concernant le projet d'usine d'éthanol. Prévisions budgétaires.

- Le 12 décembre 1996, le ministre des Finances a annoncé une réduction de taxe sur le carburant à l'égard de l'essence contenant de l'éthanol. Cette réduction entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.
- Le 30 mai 1997, une entente à long terme a été conclue entre le gouvernement du Québec et la Société des Alcools de commerce Inc.
- Cette entente garantit au promoteur le maintien de cette réduction pour une période de 13 ans. Par ailleurs, elle incorpore une clause de partage des profits.
- La Société des Alcools de commerce Inc. envisage de construire au Québec une usine produisant 150 millions de litres d'éthanol, dont 125 millions de litres pour mélanger à l'essence.
- La réduction de la taxe sur les carburants accordée à l'égard de l'éthanol correspond à un peu moins de 20 cents le litre.
- Le coût fiscal direct (sans tenir compte des effets économiques directs et indirects) de 25 millions de dollars a été provisionné dans les équilibres financiers à partir de 1999-2000.

QUESTION - RÉPONSE

14. Quel est l'impact estimé pour 1997-1998 de la réforme de la fiscalité des particuliers?

Réponse :

- Impact estimé pour 1997-1998 : aucun changement par rapport à l'évaluation inscrite dans le budget 1997-1998.
- Données réelles non disponibles.

Impact sur les équilibres financiers de la réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers (M\$)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Impact total de la réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers	-178	-495	-756
Impact total des modifications à la taxe de vente	164	494	476
Impact total de l'ensemble des mesures	-14	-1	-280

QUESTION - RÉPONSE

16. À combien estime-t-on les gains pour le gouvernement, en 1997-1998, du report des remboursements de TVQ sur certains biens aux grandes entreprises?

Réponse :

- Avec la réforme de la TVQ, les entreprises du Québec ont bénéficié, jusqu'à maintenant, de remboursements de taxes sur les intrants représentant 1 MM\$ annuellement.
- Le report des remboursements de la TVQ pour les grandes entreprises représente 478 M\$ en 1997-1998.
- Si le projet du gouvernement fédéral de compensation financière aux provinces pour l'harmonisation de la taxe de vente était équitable, le gouvernement du Québec aurait droit à 2 MM\$ et pourrait par le fait même accorder les remboursements complets de taxes sur les intrants (RTI) à l'ensemble des entreprises.

QUESTION - RÉPONSE

17. Quel est l'impact observé sur les revenus et les dépenses en 1997-1998 de la réforme de la fiscalité des particuliers?

Réponse :

- Impact de la réforme inchangé par rapport au Budget.
- Données réelles non disponibles.

Impact sur les équilibres financiers de la réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers (M\$)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Impact sur les revenus			
Réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers	-178	-495	-756
Financement de la réforme	169	496	426
Sous-total Revenus	-9	1	-330
Impact sur les dépenses			
Hausse du crédit d'impôt remboursable pour taxe de vente ⁽¹⁾	0	18	70
Hausse des crédits budgétaires des réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation	-5	-20	-20
Sous-total Dépenses	-5	-2	-50
Impact total de l'ensemble des mesures	-14	-1	-280

(1) Avant la réforme, la compensation financière pour la TVQ versée aux ménages à l'aide de dernier recours était comptabilisée à même les dépenses du gouvernement. À partir du 1er janvier 1999, cette compensation sera versée à même le crédit d'impôt remboursable pour la TVQ comme pour tous les autres contribuables.

QUESTION - RÉPONSE

19. Quel est le résultat observé des efforts budgétaires à l'égard des dépenses de programmes en 1997-1998 ?

- L'objectif de rendement du **programme de départs volontaires** a été atteint :
 - deux fois plus de personnes que prévu se sont prévaluées du programme ;
 - une partie des postes libérés ont dû être remplacés dans les secteurs de la santé et de l'éducation ;
 - la réduction des coûts de main-d'œuvre de 831 millions de dollars prévue pour 1997-1998 a été réalisée.
- Suite à l'**Entente Québec - municipalités**, les économies de 125 millions de dollars prévues pour 1997-1998 ont été réalisées. Les municipalités ont versé les sommes prévues au Fonds de financement des activités locales.
- En ce qui a trait aux autres mesures mises de l'avant en 1997-1998, elles concernent essentiellement :
 - la poursuite des importantes réformes entreprises dans le domaine de la santé et des services sociaux et dans celui de l'éducation;
 - la rationalisation des programmes d'aide gouvernementale notamment aux agriculteurs et aux entreprises.

QUESTION 20

IMPORTANCE RELATIVE DES FONDS SPÉCIAUX

- Selon la date d'entrée en vigueur -

Chiffre d'affaire des fonds spéciaux

- Il existe 34 fonds spéciaux au gouvernement. De ce nombre, 15 étaient en vigueur à la fin de 1994-1995. De 1995-1996 à 1997-1998, 19 autres fonds spéciaux sont entrés en vigueur.
- Le chiffre d'affaires en 1996-1997 de l'ensemble de ces 34 fonds spéciaux s'élève à 937 millions de dollars.
 - Le chiffre d'affaires des 15 fonds spéciaux créés avant 1995-1996 s'élève à 475 millions de dollars.
 - Le chiffre d'affaires des 19 autres fonds spéciaux entrés en vigueur depuis 1995-1996 s'élève quant à lui à 462 millions de dollars.

Bilan des fonds spéciaux créés depuis 1995-1996

- Les actifs des fonds spéciaux entrés en vigueur depuis 1995-1996 s'élevaient au 31 mars 1997 à 760 millions de dollars.
 - Par exemple, les actifs du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier s'élevaient au 31 mars 1997 à 445 millions de dollars.
- Le passif total de ces mêmes fonds s'élève par ailleurs à 743 millions de dollars, laissant donc des excédents de 17 millions de dollars.

Importance relative des différents fonds spéciaux
En milliers de dollars

	Revenus 96-97	Entrée en vigueur
Créés avant 1995-1996		
1 Fonds spécial olympique	41 725	1976-1977
2 Fonds des services de santé	n.s.p.	1981-1982
3 Fonds des services gouvernementaux	240 258	1987-1988
4 Fonds du Bureau de la statistique du Québec	1 382	1987-1988
5 Fonds d'information géographique et foncière	2 105	1988-1989
6 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	1 361	1988-1989
7 Fonds de la formation à distance	0	1988-1989
8 Fonds de la réforme du cadastre québécois	30 313	1988-1989
9 Fonds de contribution des automobilistes au transport en commun	58 007	1991-1992
10 Fonds de développement international	16	1991-1992
11 Fonds de financement	8 532	1991-1992
12 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	10 106	1991-1992
13 Fonds des registres	41 215	1991-1992
14 Fonds de l'état civil ⁽¹⁾	10 891	
15 Fonds de l'information gouvernementale ⁽²⁾	29 153	
	475 064	
Créés après 1995-1996		
1 Fonds d'aide à l'action communautaire et autonome	9 701	1995-1996
2 Fonds de l'industrie des courses de chevaux	12 750	1995-1996
3 Fonds de perception des pensions alimentaires	17 454	1995-1996
4 Fonds national de la formation de la main-d'oeuvre	9 537	1995-1996
5 Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	193 546	1996-1997
6 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	29 366	1996-1997
7 Fonds de gestion des départs assistés	15 150	1996-1997
8 Fonds de l'assurance médicaments	44 250	1996-1997
9 Fonds de perception fiscale	51 973	1996-1997
10 Fonds de vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles	9 385	1996-1997
11 Fonds des services policiers aux municipalités	50 187	1996-1997
12 Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	200	1996-1997
13 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi & Solidarité	1 148	1996-1997
14 Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances	11	1996-1997
15 Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	2 473	1996-1997
16 Fonds forestier	15 105	1996-1997
17 Fonds de financement des activités locales	0	1997-1998
18 Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	0	1997-1998
19 Fonds de partenariat touristique	0	1997-1998
	462 235	
Grand total :	937 299	

Note :

(1) Avant 1995-1996, ce fonds faisait partie du Fonds des registres

(2) Avant 1996-1997, ce fonds faisait partie du Fonds des services gouvernementaux

QUESTION - RÉPONSE

21. Combien estime-t-on avoir créé d'emplois en 1997-1998 avec le crédit d'impôt de 1200 \$ pour la création d'emploi?

Réponse :

- La mesure a été annoncée à l'occasion du Sommet socio-économique de Montréal en octobre 1996 (750 \$ par emploi créé) et bonifié lors du Discours sur le budget 1997-1998 (1 200 \$ par emploi créé).
- La mesure s'applique aux années civiles 1997 et 1998 (nombre d'emplois créés par rapport à l'année précédente).
- Des résultats partiels concernant la première année d'application du crédit d'impôt ne seront connus qu'à l'été 1998, alors que les entreprises qui ont terminé leur exercice financier le 31 décembre 1997 produiront leurs déclarations de revenus.
- Une estimation du nombre total d'emplois soutenus ou créés par la mesure pourra alors être disponible.

QUESTION - RÉPONSE

24. Ventilation des cotisations versées au Fonds de solidarité de la F.T.Q. en 1996 par nombre de cotisants par tranches de 1000 dollars et leurs revenus moyens?

Réponse :

- Coût estimé du crédit d'impôt pour un fonds de travailleurs : 55 M\$ en 1996 (plus de 95 % à l'égard du FSTQ).
- Ventilation des données disponibles uniquement en 1995 (coût de 81,5 M\$) :

Valeur du crédit d'impôt relatif au FSTQ en 1995 par nombre de cotisant et par tranche de revenu

Tranche de revenu (\$)	Nombre de cotisants	Montants des cotisations ('000)	Montants de crédits d'impôt ('000)
1 à 5 000	17	5	1
5 000 à 10 000	436	225	45
10 000 à 15 000	3 333	3 310	662
15 000 à 20 000	6 588	8 540	1 708
20 000 à 25 000	11 377	15 955	3 191
25 000 à 30 000	17 395	27 360	5 472
30 000 à 35 000	18 760	33 525	6 705
35 000 à 40 000	20 162	41 375	8 275
40 000 à 45 000	20 687	46 450	9 290
45 000 à 50 000	18 843	45 780	9 156
50 000 à 60 000	31 659	84 765	16 953
60 000 à 70 000	15 972	47 555	9 511
70 000 à 100 000	12 488	42 100	8 420
100 000 à 200 000	2 532	9 690	1 938
200 000 et plus	201	850	170
Total	180 450	407 490	81 498

Source : Statistiques fiscales des particuliers, édition 1997
N.B. : Données 1995 : dernière année disponible.

QUESTION - RÉPONSE

26. Coûts administratifs des mesures des activités de vérification et de perception pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et du commerce illégal des boissons alcooliques. Ventilation des revenus découlant de ces mesures.

a) Construction

- Dans le domaine de la construction, le MRQ indique qu'il aura récupéré pour 1997-1998 des revenus de 96,5 M\$ (incluant intérêts et pénalités).
- Par ailleurs, pour appuyer le MRQ, le gouvernement a octroyé 9 M\$ de crédits additionnels à deux organismes soit, la commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment afin qu'ils puissent consacrer des ressources additionnelles à leurs activités d'inspection et d'enquête pour ainsi accroître leur visibilité sur le terrain.
- On estime que les actions prises par ces deux organismes ont généré 85 M\$ de revenus additionnels en 1997-1998 qui proviennent principalement d'impôts et taxes découlant de la hausse des activités déclarées notamment une hausse de près de 9 millions d'heures de travail rapportées à la CCQ.

b) Contrebande de boissons alcooliques

- Dans le domaine de la contrebande d'alcool, le MRQ indique qu'il a récupéré grâce aux vérifications dans les établissements exploités par les détenteurs de permis d'alcool 16,7 M\$ au cours de la période d'avril 1997 à février 1998.
- Par ailleurs, pour appuyer le MRQ, d'autres ministères et organismes ont intensifié, dans leurs champs d'action respectifs, les actions visant à enrayer le commerce illégal de boissons alcooliques. C'est le cas notamment du ministère de la Sécurité publique, des services policiers, de la Régie des alcools, des courses et des jeux et du ministère de la Justice.
- Les interventions ont principalement consisté en une augmentation importante du nombre d'inspections d'établissements exploités par des détenteurs de permis d'alcool (près de 15 000 en 1997-1998 comparativement à 5378 en 1996-1997) et l'accroissement des opérations visant à démanteler les réseaux d'approvisionnement en alcool illégal (plus de 170 enquêtes en 1997-1998). Le financement de ces opérations a nécessité l'octroi de crédits totalisant 11 M\$.

- On estime que les actions prises par ces ministères et organismes ont généré 54 M\$ de revenus additionnels en 1997-1998 qui proviennent notamment :
 - des taxes perçues et des bénéfices accrus de la Société des alcools du Québec suite à une augmentation des ventes légales ;
 - des amendes imposées aux contrevenants ;
 - des impôts et taxes découlant de la déclaration d'un chiffre d'affaires plus élevé par les détenteurs de permis d'alcool qui ont renoncé à s'approvisionner illégalement.

QUESTION - RÉPONSE

68. Combien d'entreprises ont bénéficié du congé fiscal de 5 ans pour les nouvelles sociétés? Quelles sont les sommes engagées?

Réponse :

En 1997, il est estimé qu'environ 6 000 sociétés ont profité du congé fiscal de 5 ans pour les nouvelles sociétés.

Le coût global de la mesure pour l'année 1997 est évalué à 15 millions de dollars.

QUESTION - RÉPONSE

69. Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont bénéficié de cette mesure?

Réponse :

L'évaluation de l'impact du congé fiscal est effectuée à partir d'un échantillon représentatif de l'ensemble des déclarations de revenus produites par les sociétés ayant des activités au Québec.

Cet échantillon ne permet pas d'établir une répartition géographique des entreprises qui ont bénéficié de cette mesure.

Par ailleurs, une entreprise peut posséder plusieurs établissements dans différentes régions et ainsi la répartition géographique basée sur l'entreprise serait non précise.

QUESTION - RÉPONSE

70. Combien d'entreprises ont bénéficié du congé partiel de taxes sur le capital à l'égard de nouveaux investissements dans certains secteurs?

Réponse :

Étant donné que cette mesure est relativement récente, les données sur le nombre d'entreprise qui ont bénéficié du congé partiel de taxe ne sont pas disponibles.

Le coût de la mesure est estimé à 17 M\$ pour l'année financière 1997-1998 et à 62 M\$ pour l'année financière 1998-1999.

QUESTION - RÉPONSE

71. Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont bénéficié de cette mesure?

Réponse :

Il n'existe pas de données sur la répartition géographique des entreprises (voir question #69).

Par ailleurs, une entreprise peut posséder plusieurs établissements dans différentes régions et ainsi rendre non précise la répartition géographique basée sur l'entreprise.

FAIRE

COMMISSION PARLEMENTAIRE

QUESTION 72

Combien d'entreprises ont appliqué et combien d'entre elles ont été admises au Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE) ?

	Nombre de projets
Projets autorisés	21
Projets en cours d'autorisation	7
Projets à l'étude et autres	10
Total	38

QUESTION 73

Quelles sont les sommes versées via ce Fonds ?

Projets autorisés	(M\$)
Engagements financiers	105,9
Dépense probable 1997-1998	32,2

QUESTION 74

Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont reçu de l'aide via ce Fonds ?

Régions administratives	Nombre de projets autorisés
Montréal	8
Estrie	3
Chaudière-Appalaches	2
Laurentides	2
Saguenay/Lac St-Jean	1
Abitibi-Témiscamingue	1
Trois-Rivières	1
Québec	1
Montréal	1
Lanaudière	1
Total	21

QUESTION 85

LISTE DES PROJETS DE PROMOTION TOURISTIQUE À L'ÉTRANGER EN 1997-1998 EN FAVEUR DES CASINOS QUÉBÉCOIS VENTILÉS PAR RÉGIONS DU MONDE?

RÉPONSE

- Participation à 44 foires, congrès, salons commerciaux à l'extérieur du Québec, dans 27 villes américaines et canadiennes où des milliers de multiplicateurs (tour opérateurs, organisateurs de groupe d'Âge d'or, directeurs d'associations, organisateurs de groupes d'affaires, etc.) ont été sensibilisés aux casinos du Québec et aux avantages des villes où ils sont localisés:
 - Canada: Toronto, Vancouver, Hamilton, Ottawa, Kingston
 - États-Unis: Buffalo, Rochester, Syracuse, Boston, Springfield, New York, Atlantic City, Philadelphie, Pittsburgh, Washington, Chicago, Las Vegas, Nashville, Atlanta, Orlando, Tampa
 - Europe: Paris
 - Amérique du Sud: Rio de Janeiro
 - Asie: Hong Kong, Taïpei, Tokyo, Osaka
- Réception de 80 groupes-multiplicateurs (tour opérateurs, agences de voyages, associations, dirigeants d'entreprises, organisateurs de congrès, guides accompagnateurs, représentants d'hôtels, etc.), comprenant au total 2 504 personnes provenant de 15 pays, à l'occasion de voyages de familiarisation des casinos.
- Réception de plus de 410 journalistes étrangers et visites de familiarisation des casinos québécois.
- Parution de 116 articles sur les casinos provenant de la presse étrangère.
- Sensibilisation de plus de 300 journalistes étrangers (Media Market Place, American Society of Travel Writers, etc.).

Impact observé

- Réception de 76 173 personnes venues en groupes de l'extérieur du Québec (en hausse de 34 % par rapport à 1996-1997).

QUESTION 86

VENTILATION DÉTAILLÉE DE LA FRÉQUENTATION ET DES DÉPENSES EFFECTUÉES AUX CASINOS DE MONTRÉAL, DE HULL ET DE CHARLEVOIX EN 1997-1998?

RÉPONSE

CASINO DE MONTRÉAL

- Nombre total de visiteurs: 6 339 888
 - Moyenne quotidienne: 17 370
 - Sur semaine: 14 338
 - La fin de semaine: 21 432
 - Augmentation de la moyenne quotidienne de visiteurs: 16,6 %
- Dépense moyenne par visite: 67 \$
- Provenance de la clientèle (1997):

Provenance	% Visites
– Montréal métro	78,1
– Reste du Québec	14,7
– Ontario	2,4
– États-Unis	4,0
– Autres	0,8

CASINO DE HULL

- Nombre total de visiteurs: 3 142 787
 - Moyenne quotidienne: 8 610
 - Sur semaine: 6 881
 - La fin de semaine: 10 927
 - Augmentation de la moyenne quotidienne de visiteurs: 5,4 %
- Dépense moyenne par visite: 52 \$
- Provenance de la clientèle (1997):

Provenance	% Visites
– Marché local du Québec	34,7
– Marché local de l'Ontario	39,0
– Marché touristique du Québec	16,6
– Marché touristique de l'Ontario	6,9
– Hors Québec et Ontario	2,7

CASINO DE CHARLEVOIX

- Nombre total de visiteurs: 804 415
 - Moyenne quotidienne: 2 204
 - Sur semaine: 1 640
 - La fin de semaine: 2 960
 - Augmentation de la moyenne quotidienne de visiteurs: 5,2 %
- Dépense moyenne par visite: 34 \$
- Provenance de la clientèle (1997):

Provenance	%
– Région de Charlevoix	13,0
– Québec métropolitain	24,0
– Montréal métropolitain	31,0
– Saguenay-Lac-St-Jean	9,0
– Ailleurs au Québec	21,0
– Hors-Québec	3,0

QUESTION 87

LISTE DES ÉTUDES D'IMPACT PORTANT SUR L'IMPLANTATION DE NOUVEAUX CASINOS ET LEURS CONCLUSIONS?

RÉPONSE

Aucune étude d'impact relative à l'implantation éventuelle d'un nouveau casino au Québec n'a été réalisée par Loto-Québec. Pour l'instant, le gouvernement du Québec considère que le nombre de casinos au Québec s'avère suffisant. S'il devait approuver l'implantation d'un nouveau casino, le gouvernement pourrait alors demander à Loto-Québec de réaliser certaines études d'impact.

QUESTION - RÉPONSE

89. Ventilation des revenus anticipés de la taxation des forfaits touristiques en précisant :

- a. les sommes affectées au Fonds de partenariat touristique;
- b. les sommes virées au Fonds consolidé.

Réponse :

Fonds de partenariat touristique (Fonds spécial)

	Montant (M\$)
Dépenses prévues pour 1998-1999	63,6
Provenance des sommes :	
• taxe spécifique sur l'hébergement*	10,1
• mesure de détaxation de certains forfaits hôteliers	10,0
• revenus de la vente de biens et services	2,0
• Tourisme Québec	41,6
• Région de Montréal et de Laval seulement. Introduction de la taxe dans les régions de l'Outaouais et de Lanaudière reporté.	